



Déclaration liminaire de la CGT Finances Publiques

Formation spécialisée DDFiP de l'Aisne du 19 juin 2025

Monsieur le président,

Bercy a choisi un opérateur assurantiel à but très lucratif et spéculatif. Il s'agit de la société ALAN, licorne ou Start-up non cotée en bourse, qui a levé des fonds étrangers depuis sa création en 2016.

Son objectif, comme toutes les entreprises de ce type est d'attirer des fonds spéculatifs avec la promesse de grosses plus-values.

Ses dirigeants ont rencontré plusieurs fois E. Macron, notamment lors des fameux salons de la French Tech ou Choose France.

Cet opérateur n'a aucun point d'accueil physique, une expérience dans la protection sociale trop faible pour un grand contrat comme celui du ministère des Finances, un exercice comptable déficitaire depuis sa création, un management par l'intelligence artificielle et il délocalise les données DATA de ses clients en Europe et en Tunisie, au mépris des règles de confidentialités.

Pour la CGT, ce choix est uniquement politique, au service de la financiarisation et de la marchandisation de la santé. Cela veut dire concrètement un affaiblissement des droits pour toutes et tous, agents titulaires et non titulaires, retraités, et aucune garantie de pérennité de cette jeune Start-up. Fragiliser les mutuelles historiques dont la MGEFI, c'est attaquer l'économie sociale et solidaire à but non lucratif.

Les perdants et perdantes seront toujours les mêmes : les agents, les salariés, les retraités du ministère !

L'absence d'information autour de la qualité des offres d'ALAN ne peut que nous laisser présager du pire !

Nous, agents, salariés, retraités des Finances, ne voulons pas d'ALAN comme opérateur pour notre protection sociale complémentaire. Finançant à hauteur de 50 % notre protection sociale complémentaire, nous revendiquons un droit de regard sur l'opérateur et **nous demandons qu'un autre opérateur sans objet lucratif et socialement responsable soit retenu.**

D'autre part, concernant la campagne DUERP 2025, la CGT ne peut que regretter le choix d'une campagne allégée effectuée par la DG, comme le montre la baisse des crédits alloués à la prévention et à la protection des agents. Ce choix démontre encore une fois le peu d'importance accordée par Bercy aux conditions de travail des agents.

La CGT FIP 02 a proposé plusieurs fois de renforcer le dispositif autour de la campagne DUERP afin qu'elle ne soit plus négligée dans les services. Désormais, avec la diffusion de la note rappelant que la campagne est allégée, aucun chef de service ne sera incité à renforcer la campagne de prévention.

Enfin, à l'occasion de nos visites de services, mais également comme l'illustrent les visites de la délégation FS, la question des effectifs demeure centrale. Nos services, après des années de restructurations et de suppressions massives d'effectifs sont constamment en difficulté. C'est pourquoi autant de tensions existent dans les services. Tous redoutent les futures affectations, les résultats des concours, les départs à la retraite car ils savent que ces postes n'ont plus vocation à être remplacés. En persistant dans ces pratiques auto destructrices, l'administration se prive de moyen pour accomplir ses missions. Plus grave encore, elle met en danger la santé de nombreux agents.

La CGT revendique des recrutements statutaires à hauteur des besoins.